

Tchécoslovaquie : le Parti assiégé

Par nos envoyés spéciaux à Prague, Jean Leclerc du Sablon et Dominique de Saint Pern, publié le 24/11/1989

Le Premier ministre, Ladislav Adamec, tente d'ouvrir le dialogue avec la rue. Mais personne n'y croit. Surtout pas la vieille garde stalinienne du PC.



Manifestations en faveur de réformes dans les rues de Prague en novembre 1989.

REUTERS/Petar Kujundzic

Les Tchécoslovaques qui aspirent au changement et le hurlent depuis une semaine, par dizaines, puis par centaines de milliers, tout comme ceux qui s'y refusent ont du moins en commun un credo : "Si ce n'est pas nous, qui ? Si ce n'est pas maintenant, quand ?" Les premiers le proclament ouvertement, tout étonnés de se retrouver si nombreux à crier "Démission !" au chef d'un Parti communiste qui les "normalise" depuis l'écrasement du Printemps de Prague, en 1968.

Après vingt et un ans de silence, nous pouvons enfin nous rencontrer, parler ensemble

Partageant ce sentiment émerveillé de certains révéils : "Après vingt et un ans de silence, d'indifférence forcée, nous pouvons enfin nous rencontrer, parler ensemble", pouvait-on entendre, tard dans la nuit glacée du 21 au 22 novembre, parmi les petits groupes qui s'attardaient sur la place Venceslas, après la deuxième manifestation monstre de la semaine. "Nous devons venir ici aussi longtemps qu'il le faudra, un mois ou plus, pour que ça change, sinon nos enfants ne nous le pardonneraient pas", dit un ouvrier.

Les seconds (on connaît les tristes visages de leurs dirigeants, mais non les effectifs dont ils disposent) estiment qu'il leur appartient de réagir pour sauver l'édifice de leur pouvoir. "Nous allons rétablir l'ordre, avertit le benjamin du bureau politique, le quinquagénaire Miroslav Stepan. Les jeunes sont manipulés par les ennemis du Parti, qui veulent prendre le

pouvoir !" lance-t-il, le 21 novembre, devant le comité du Parti de la capitale, dont il est le patron.

Nous ne sommes pas en Chine. Il est impossible que l'armée intervienne

Assiégeants, dans la rue, et assiégés, dans l'ombre, ont peur. "Nous ne sommes pas en Chine", risque l'ouvrier de la place Venceslas. "Il est impossible que l'armée intervienne, même s'il reste des cadres stalinien", ajoute un officier supérieur de l'aviation. "Ils réussiront, murmure une vieille dame qui, les larmes aux yeux, contemple les manifestants. Les Russes ne soutiennent plus le gouvernement."

L'extraordinaire jaillissement déclenché, le 17 novembre, par les manifestations d'étudiants (initialement autorisées) à la mémoire d'un jeune homme, Jan Opletal, tué par les nazis il y a cinquante ans, était inattendu. Le mouvement a pris un tournant tragique avec l'annonce du décès d'un étudiant sous les coups de la police. Les dirigeants de l'opposition reconnaissent, aujourd'hui, qu'il s'agissait d'une fausse nouvelle. L'ampleur de la protestation ne cessait de croître ; "C'était encore inconcevable il y a quelques semaines", admet le réalisateur de cinéma Karel Kachylna, dont Milos Forman fut l'élève. "J'éprouve comme une explosion d'espoir", confie l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Alexandre Dubcek, Jiri Hajek, vétéran du mouvement des droits de l'homme.

Redevenue capitale de l'espoir, Prague n'oublie pas qu'elle fut aussi, souvent, celle des illusions perdues. Sans remonter jusqu'au réformateur Jan Hus, le héros national brûlé vif sur ordre du pape, un siècle avant que Luther fit école, elle se souvient de la trahison franco-britannique de Munich, en 1938. Du coup d'Etat déclenché par le PC en 1948 contre le seul gouvernement démocratique de l'Europe centrale. D'un premier espoir, enfin, nommé, au printemps de 1968, "socialisme à visage humain". Vingt et un ans. Cette fois-ci, on ne parle plus de sauvetage du socialisme. "Depuis quarante ans, on prenait la vérité pour le mensonge", accuse l'acteur Jiri Bartoska, l'Alain Delon tchèque.

Deux facteurs, longtemps tenus pour inimaginables, semblent être à l'origine du sursaut actuel : la révolution est-allemande et les étudiants. "Les Allemands de l'Est nous ont montré qu'on pouvait abattre les stalinien sous la pression populaire", explique un journaliste. Les événements en RDA, seul pays de l'Est à avoir échappé au chaos économique avec la Tchécoslovaquie, privent Milos Jakes et le bureau politique arrivé au pouvoir en 1969 de leur unique allié véritable.

La politique, ou plutôt la morale ? tant la politique est ici déconsidérée ? a joué le rôle principal dans la protestation. Celle-ci, par sa spontanéité imprévue, a pris de court deux Etats policiers modèles. La violence initiale de la répression, loin d'intimider, a fait monter la fièvre. Ce n'est pas un hasard enfin si, après le succès de Neues Forum, chez leurs voisins, l'écrivain Vaclav Havel et ses amis de l'opposition démocratique ont fondé, le 19 novembre, le mouvement Forum civique.

Une différence de taille, pourtant : il n'existe pas une "Tchécoslovaquie de l'Est" et une "Tchécoslovaquie de l'Ouest". D'ailleurs, l'un des leitmotifs des contestataires est : "Nous sommes chez nous." Il existe bien un mur, celui qui a été construit par des hommes de pierre du politburo, entre le Parti et la société. Un Parti purgé de 500 000 membres par les soins personnels de Jakes. Grâce à la dénonciation, qui enfermait depuis deux décennies chaque citoyen dans la méfiance et le scepticisme.

En Tchécoslovaquie, aujourd'hui, ce ne sont pas les anciens combattants qui arborent les couleurs nationales, bleu, blanc, rouge. Les jeunes les portent à la boutonnière ou s'en drapent comme d'un châle. Ces étudiants que l'on croyait "indifférents, désabusés, égoïstes".

Contrairement à la tentation de leurs aînés, qui s'étaient habitués à la normalisation

comme à un moindre mal, ils ne sont pas paralysés par la frustration. Ils ne s'embarrassent pas de slogans qui puisent leur sens dans le passé ? "réformes", ou même le nom de "Dubcek", qui reste populaire, mais dont l'image est estompée par le souvenir de l'échec. Ils exigent "des élections libres", "le pluralisme" et crient: "A bas la dictature !" Parmi leurs affiches, de nombreux portraits de Tomas Masaryk, premier président de la République démocratique, ou "bourgeoise", en 1918, témoignent de leur nostalgie d'un certain honneur national, d'une époque où Prague était une capitale intellectuelle européenne. Leur héros, c'est cet écrivain qui a préféré, à l'exil, le combat intérieur et six ans de prison: Vaclav Havel.

Leur héros, c'est cet écrivain qui a préféré, à l'exil, le combat intérieur et six ans de prison: Vaclav Havel

Les premiers à se joindre aux étudiants ont été, dès le 18 novembre, les comédiens. "La situation, explique Bartoska, était devenue intolérable. Jusque-là, nous étions des anarchistes loyaux. Les choses ont changé." Après les comédiens, les musiciens : le Philharmonique de Prague défile sous la banderole: "Aujourd'hui, on ne joue pas, on parle". Tempête dans un ghetto culturel ? On verra si l'ordre de grève générale lancé pour le 27 novembre est suivi dans les usines. Et si les commissaires politiques ont plus d'influence que le club de foot Sparta, qui suspend ses matches par sympathie pour les étudiants.



L'écrivain Vaclav Havel salue la foule à Prague en décembre 1989. Il se présente alors aux élections présidentielles... qu'il remportera.

REUTERS/Petar Kujundzic/Files

"Retournez aux cours, rouvrez les théâtres", demande, le 22 novembre, le Premier ministre, Ladislav Adamec. Il se présente comme l'homme du "dialogue", qu'il pense avoir inauguré cette semaine, avec une dizaine de délégués du Forum civique et de l'organisation officielle de la Jeunesse communiste, émus par les violences policières. Ce technocrate conservateur, âgé de 63 ans, a suscité les vivats des manifestants, mardi : un orateur venait de leur annoncer qu'il avait promis de ne pas décréter la loi martiale.

"Nous devons faire confiance à la parole du n° 2 du régime !" lance Havel. Mais, pour lui et ses amis, il ne s'agit pas encore de dialogue. Tout juste d'une prise de contact. La première, depuis plus de vingt ans ! Mais la confiance n'est pas encore là. Le Forum civique a envoyé, mercredi, un télégramme à George Bush et à Mikhaïl Gorbatchev. Au président soviétique, il est demandé de dénoncer l'intervention des chars en 1968 : "Votre silence serait une nouvelle ingérence." Un mot et les dinosaures de Prague seraient bons, en effet,

pour le musée. Un mot qui pourrait peser lourd, quand, selon l'expression du quotidien pragois "Svobodne Slovo", s'offre aujourd'hui, peut-être, "la dernière occasion d'imposer la volonté du peuple par des moyens démocratiques".

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/retour-sur-les-manifestations-de-novembre-1989-en-tchecoslovaquie_828928.html
(consulté le 09/11/2017)

Questions

1. Vrai ou faux ?
 - A. La manifestation du 17 novembre avait été interdite par les autorités.
 - B. Stepan ne croit pas que les étudiants y soient de leur propre chef.
 - C. On a construit un mur (au sens propre) qui divise la Tchécoslovaquie.
 - D. La violence des forces de l'ordre encourage les manifestants.
 - E. Un vrai dialogue est instauré par Adamec avec le Forum civique.
 - F. Les manifestants sont fatigués, ils veulent rentrer chez eux.

2. Qui est à l'origine du Forum civique ?

- a) Karel Kachynia
- b) Jiri Bartoska
- c) Alexandre Dubcek
- d) Vaclav Havel

3. Les images de quel personnage sont portées par les manifestants ?

- a) Jan Hus
- b) Tomas Masaryk
- c) Jan Opletal
- d) Milos Jakes

4. Quel est le rôle de Gorbatchev selon le texte ?

- a) Il a dénoncé l'intervention des chars en 1968.
- b) Il a déclaré la volonté de reproduire l'ingérence soviétique.
- c) Il lui est demandé de dénoncer l'intervention soviétique en 1968.
- d) Il a envoyé un télégramme au Forum civique.

5. Énumérez les groupes (les professions) qui ont participé aux manifestations.

.....
.....

6. Expliquez l'expression « le benjamin du bureau politique ».

.....